



FIDUCIAL

Baromètre des TPE

Vague 83 – Avril 2026

N°122380

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Flora Baumin / Chloé Tegny / Nathan Pressoir
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise



01

Méthodologie

Méthodologie

Echantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 001 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude. En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

Méthodologie

L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées **par téléphone du 3 au 17 avril 2026**.

Les différences significatives * sont indiquées ainsi :

XX% / **XX%** : le résultat apparaît en rouge lorsqu'il est significativement inférieur à la moyenne, en vert lorsqu'il est significativement supérieur à la moyenne.

Précision relative aux marges d'erreur

Taille d'échantillon	INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES					
	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.



02

Les résultats de l'étude



A

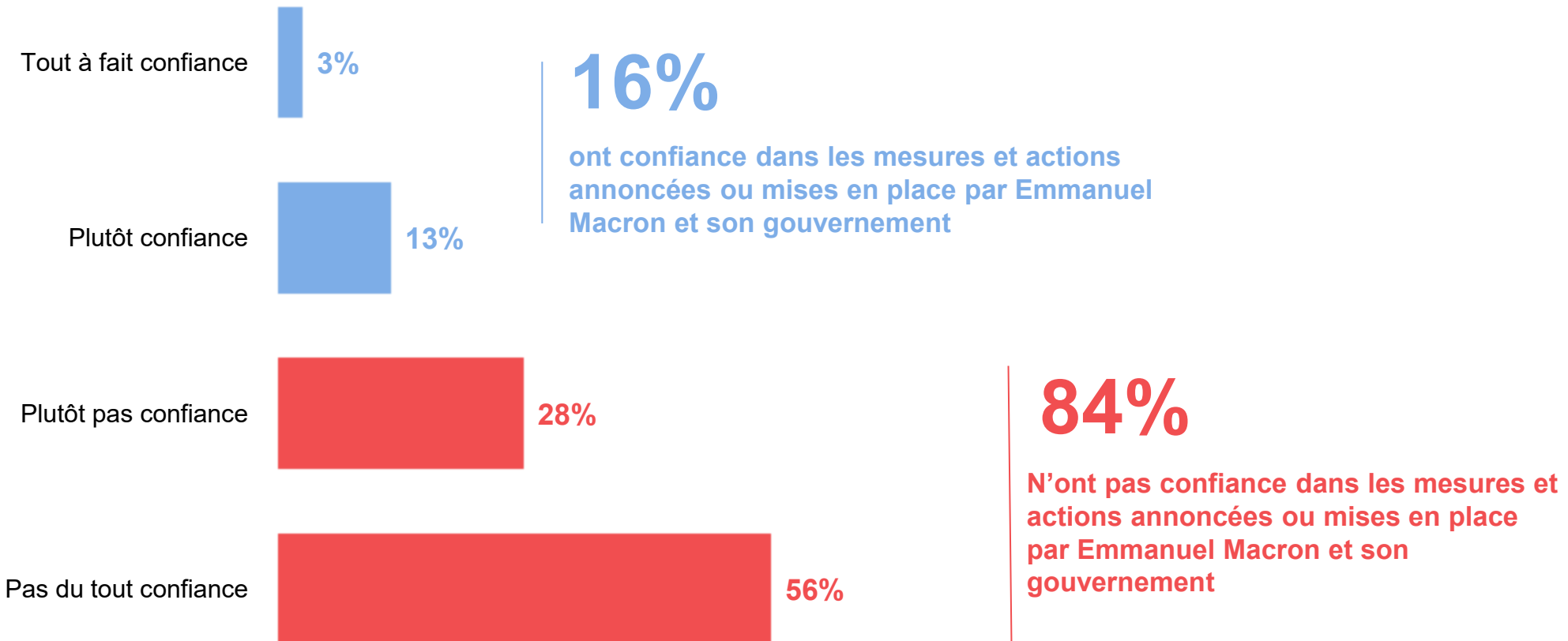
La conjoncture en France et dans les entreprises

A.1

L'action d'Emmanuel Macron et du gouvernement

La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



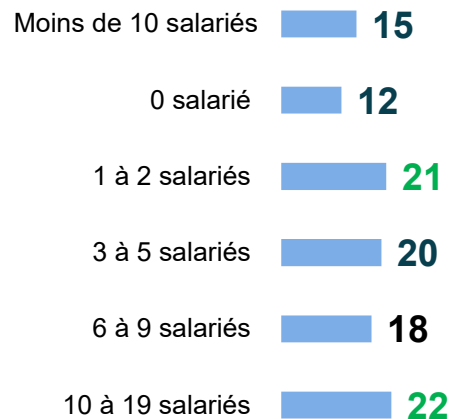
La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



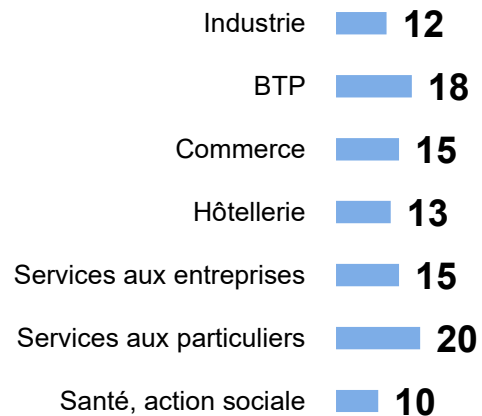
TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **16%**

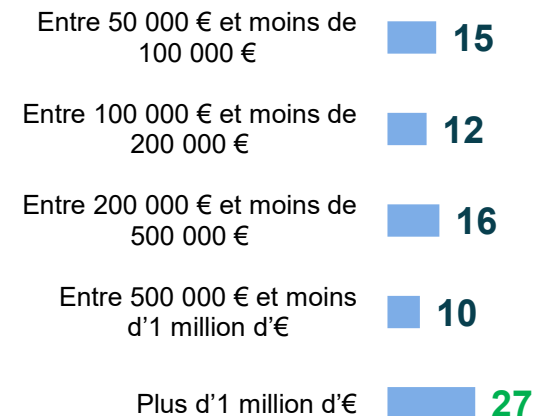
TAILLE D'ENTREPRISE



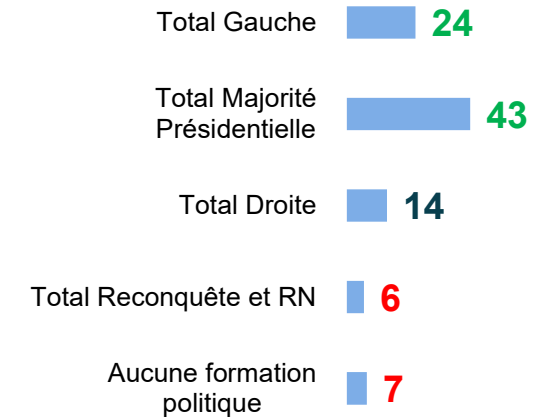
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES

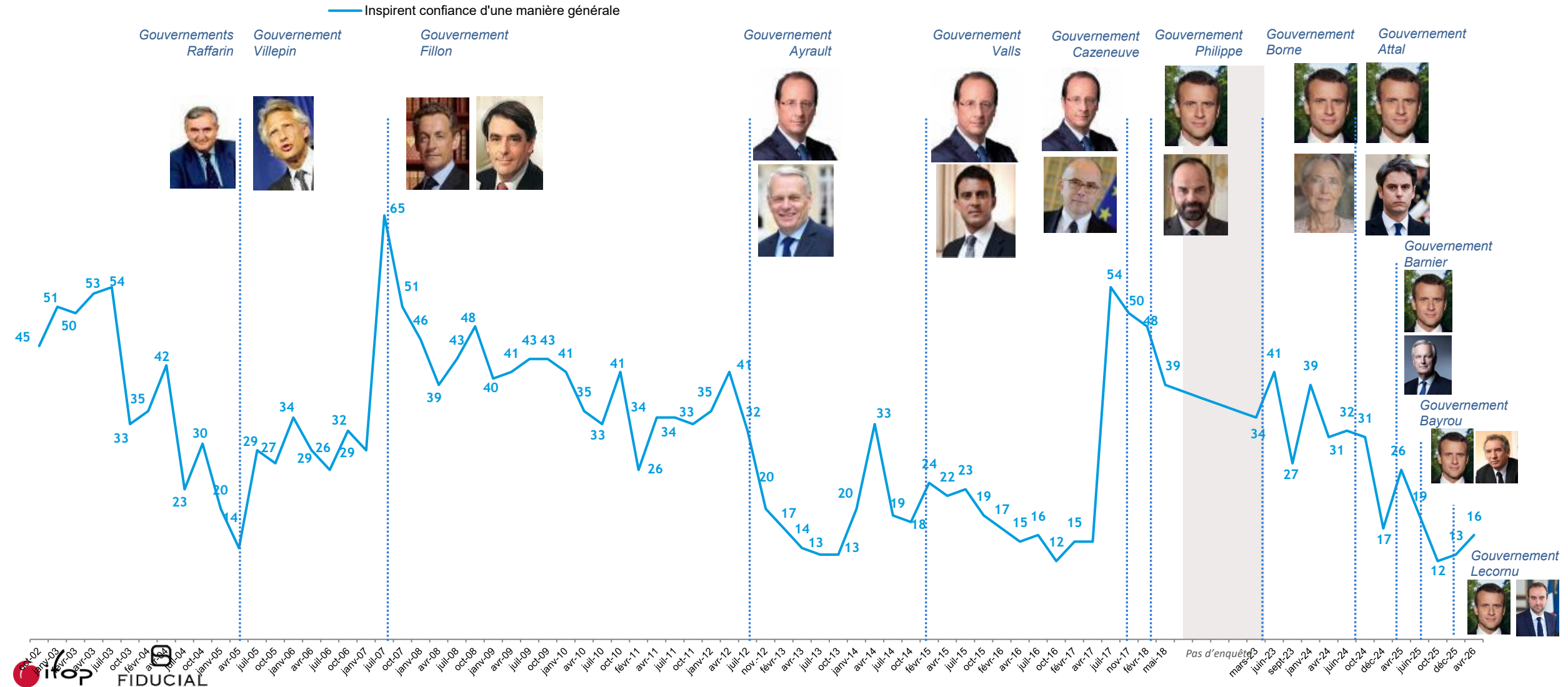


PROXIMITÉ POLITIQUE



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement - Rappels

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



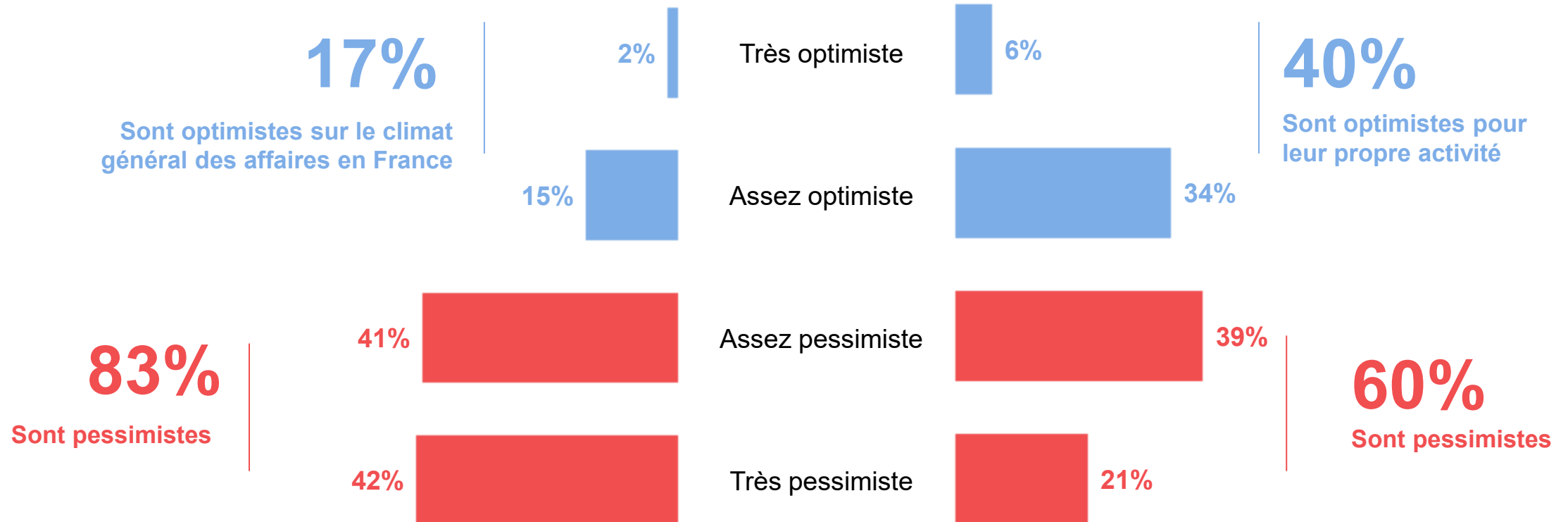
A.2

*Le climat général
et le moral des
patrons de TPE*

Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



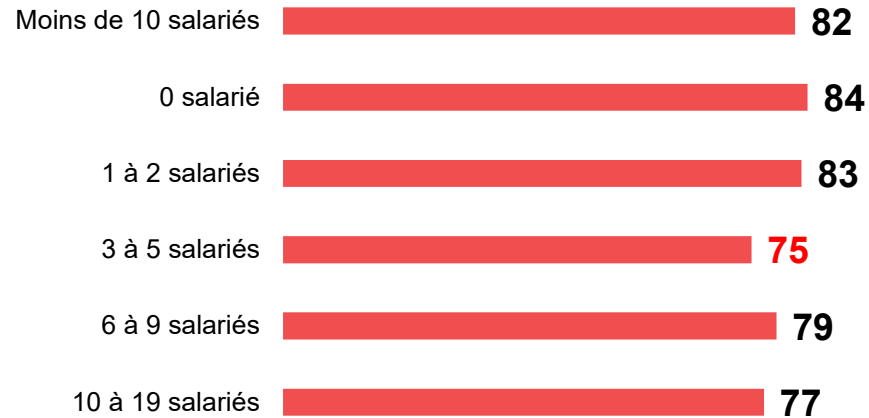
Le niveau de pessimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



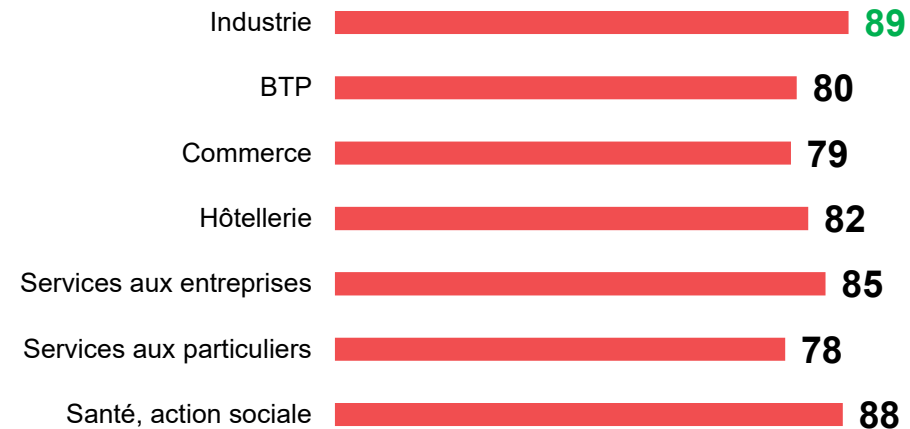
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **83%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



Le niveau de pessimisme pour sa propre activité



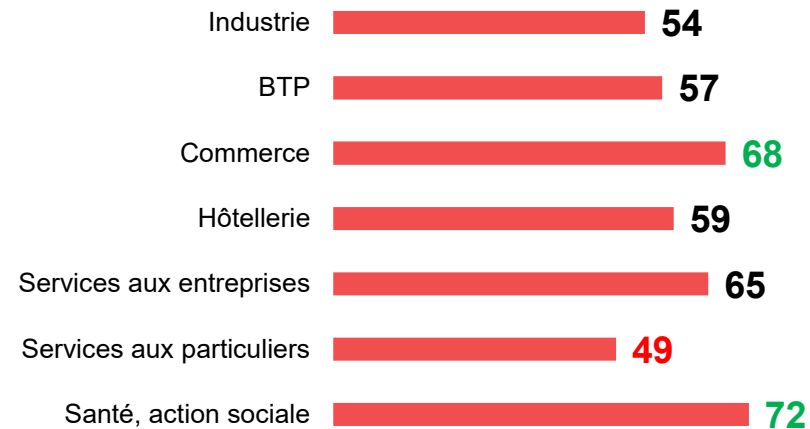
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **60%**

TAILLE D'ENTREPRISE

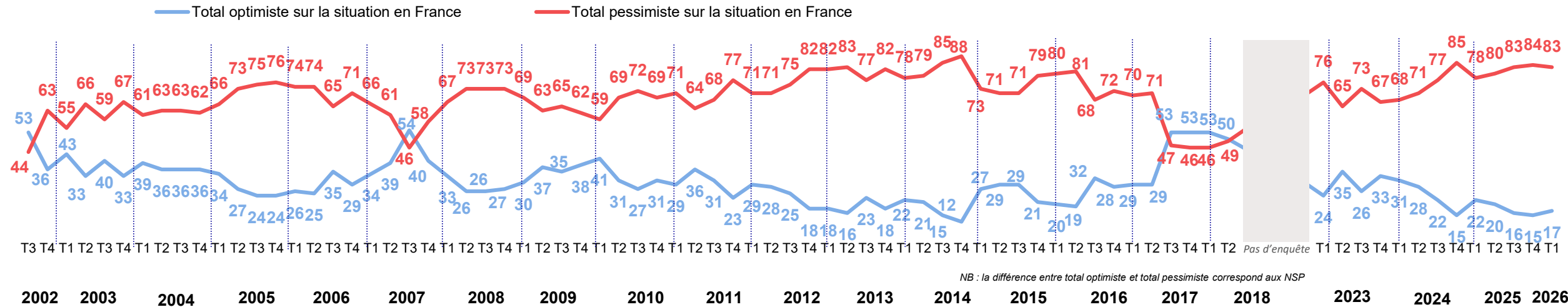


SECTEUR D'ACTIVITÉ

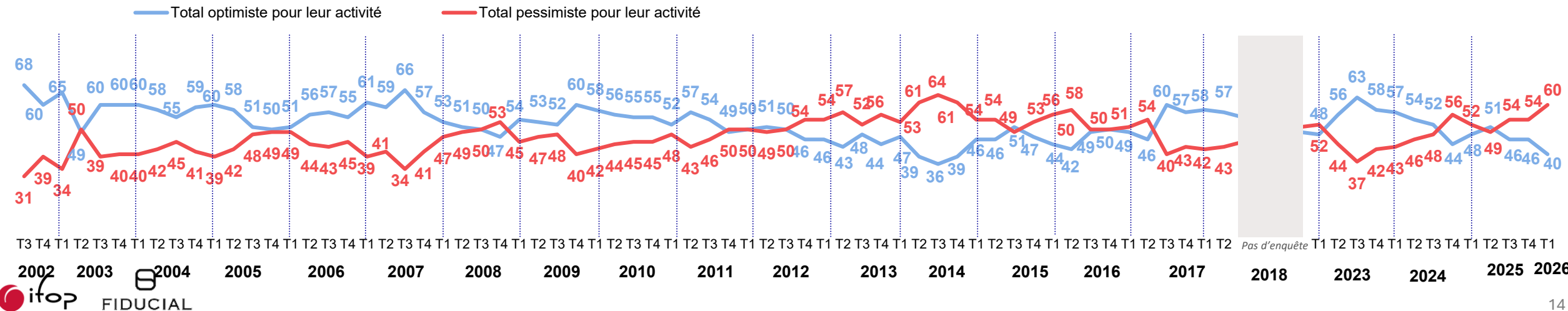


Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?

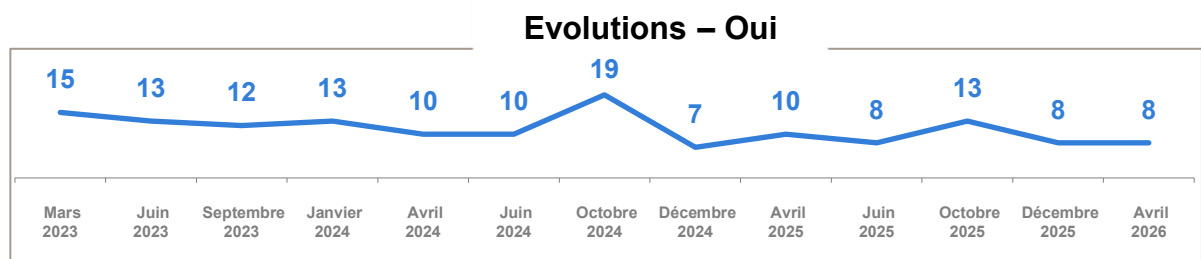
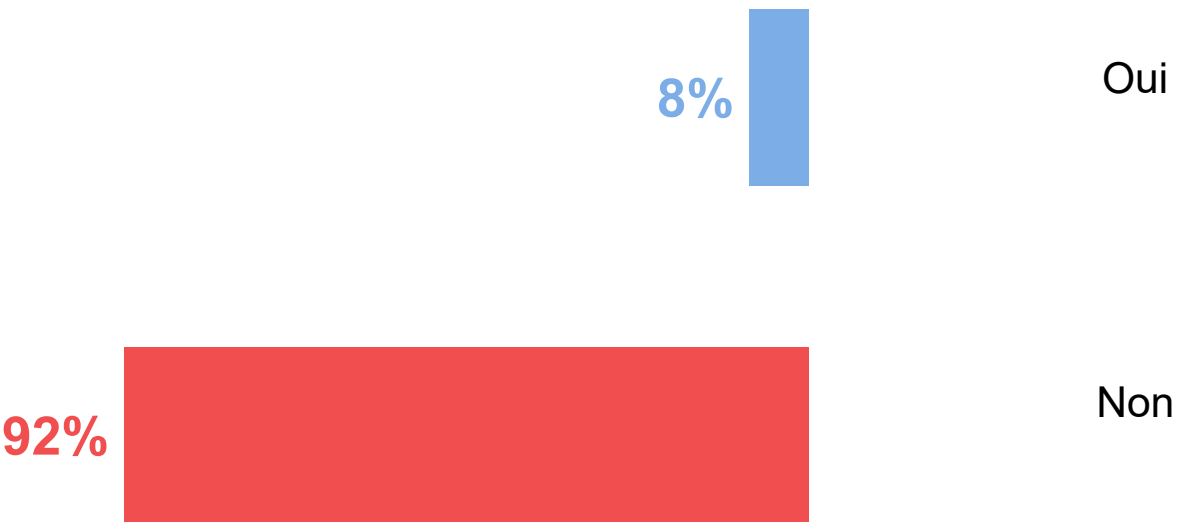


A.3

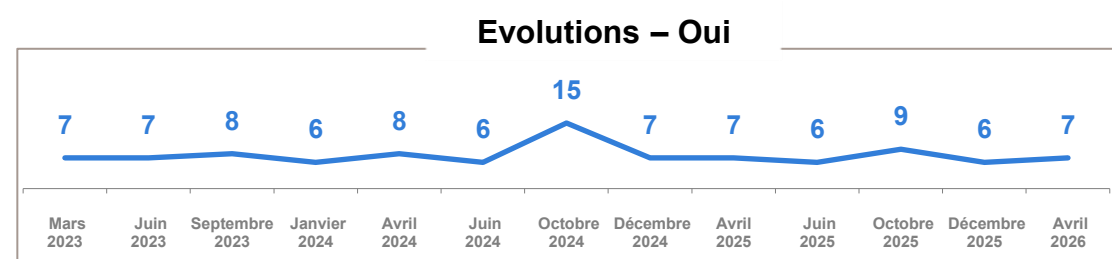
L'emploi dans les TPE

L'embauche et la suppression de personnel depuis le 1er janvier 2026 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2026

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui ?



QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés entre le 1er janvier et le 31 mars 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui ?



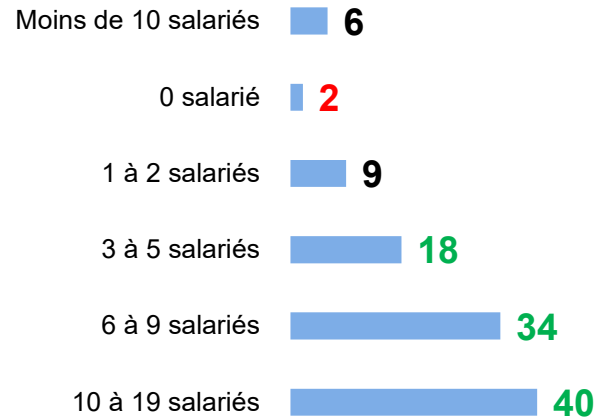
L'embauche de personnel depuis le 1er janvier 2026 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2026



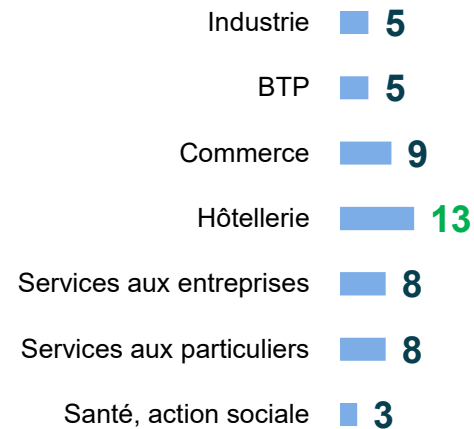
TOTAL OUI

Moyenne : 8%

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



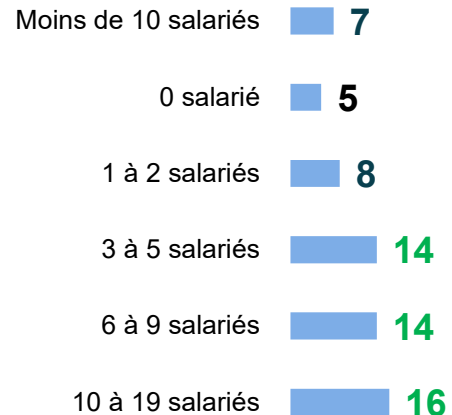
La suppression de postes depuis 1er janvier 2026 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2026



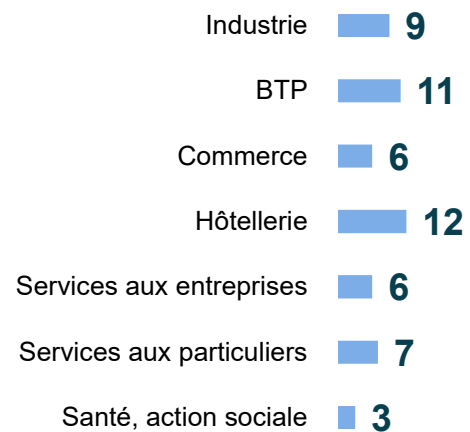
TOTAL OUI

Moyenne : **7%**

TAILLE D'ENTREPRISE

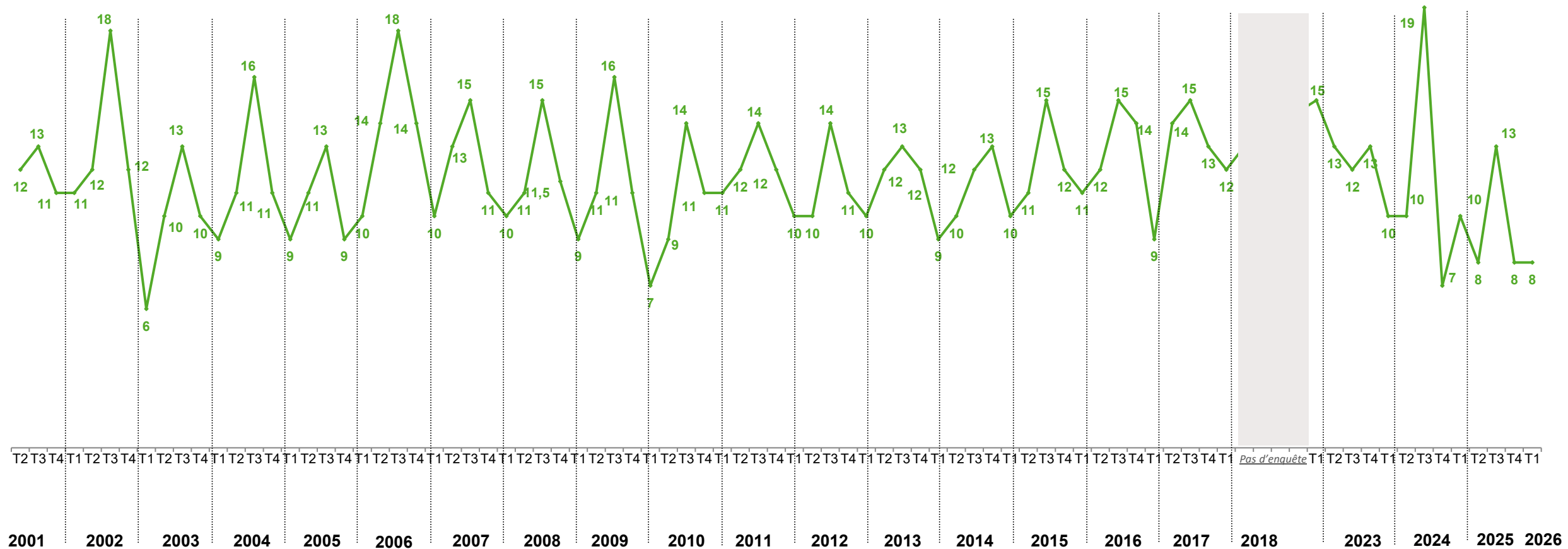


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis le 1er janvier 2026 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2026 - Rappels

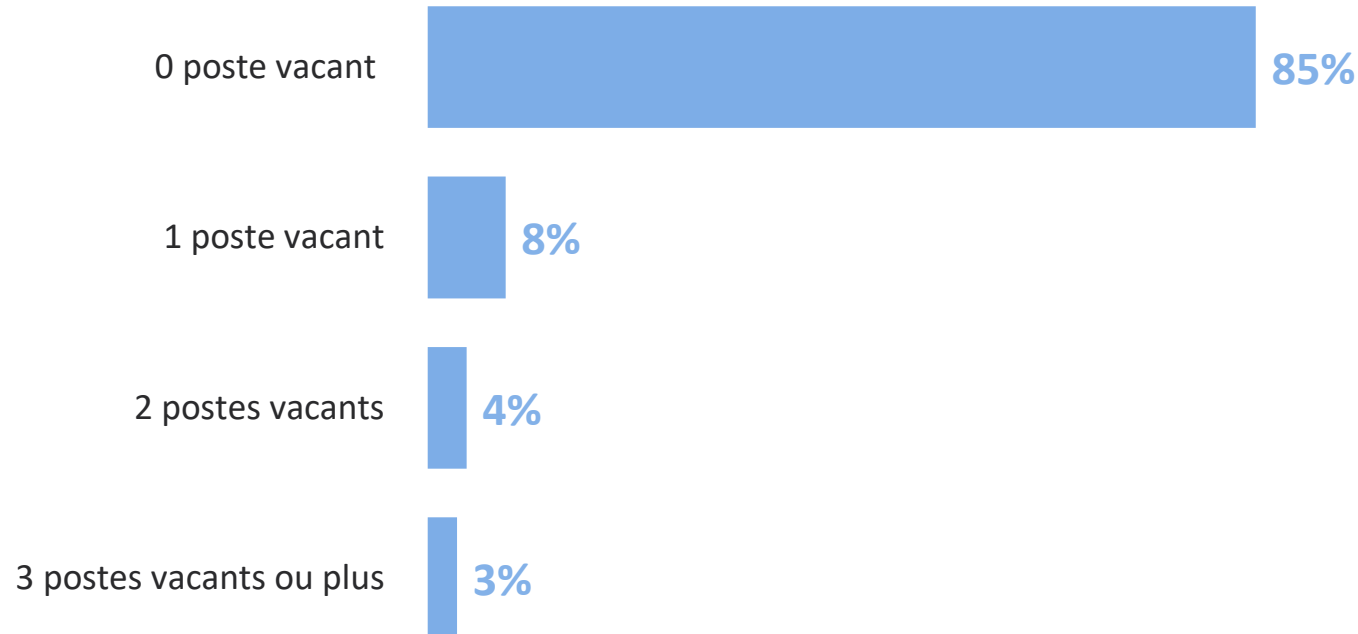
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er janvier 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 31 mars 2026 ?



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidats, y compris ceux à pourvoir d'ici le 31 mars 2026 ?



MOYENNE :

0,3

*Rappel Décembre 2025 : 0,1
Rappel Octobre 2025 : 0,3
Rappel Juin 2025 : 0,2
Rappel Avril 2025 : 0,2
Rappel Décembre 2024 : 0,2
Rappel Octobre 2024 : 0,3
Rappel Juin 2024 : 0,2
Rappel Mars 2024 : 0,2
Rappel Janvier 2024 : 0,3
Rappel Septembre 2023 : 0,3
Rappel Juin 2023 : 0,3
Rappel Mars 2023 : 0,3*

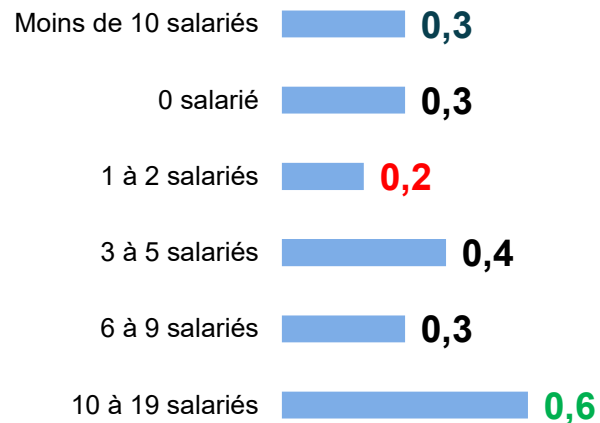
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



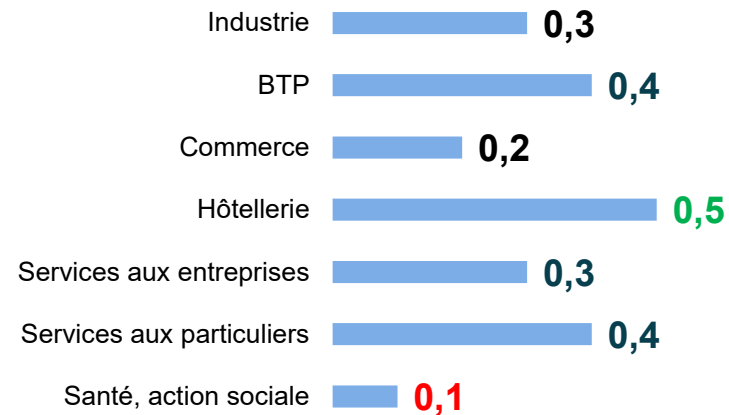
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,3**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

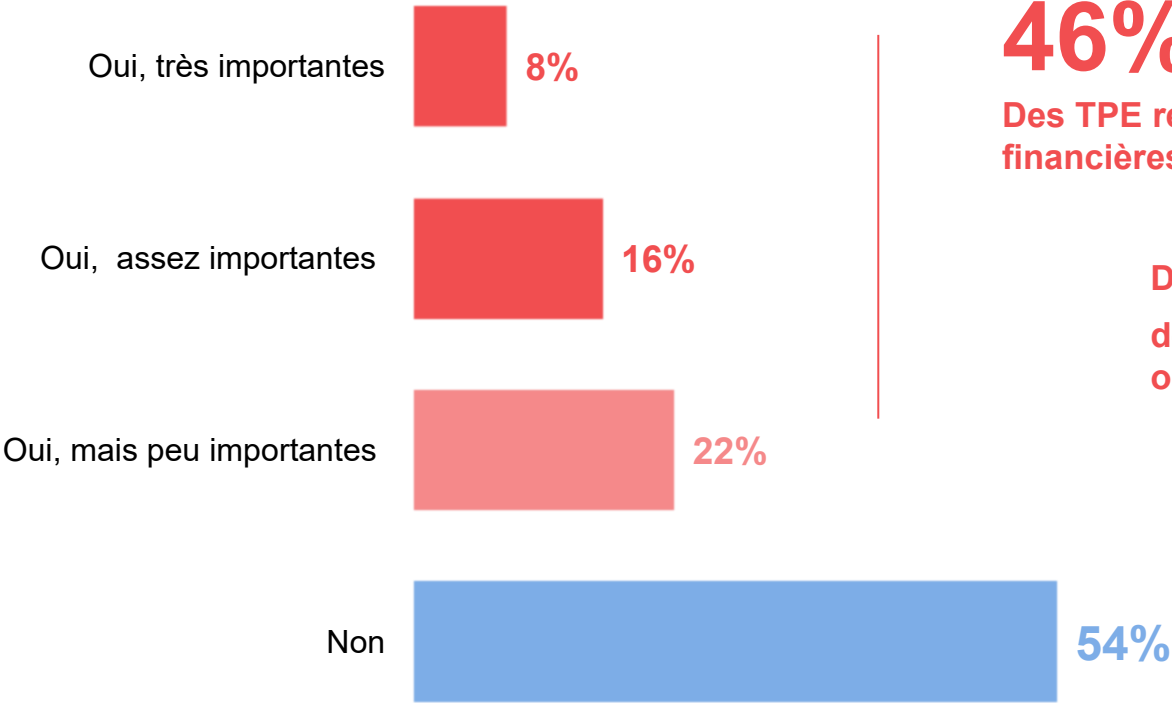


A.4

Le risque de défaillance

Le fait de rencontrer des difficultés financières

QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?



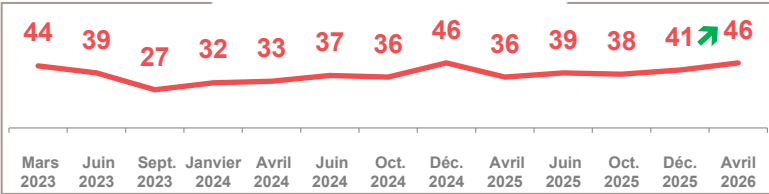
46%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

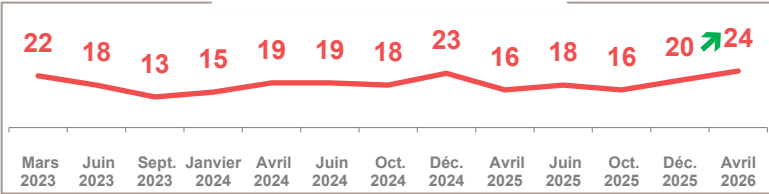
Dont : 24%

des difficultés financières très ou assez importantes

Evolutions



Evolutions



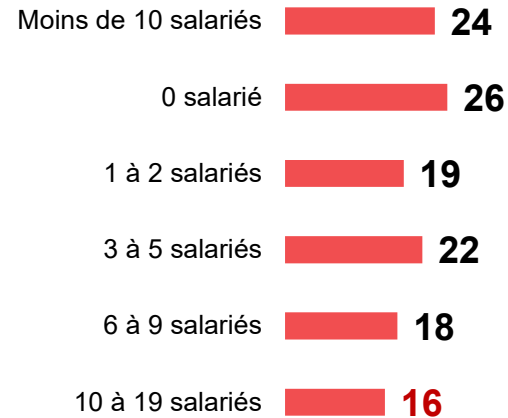
Le fait de rencontrer des difficultés financières



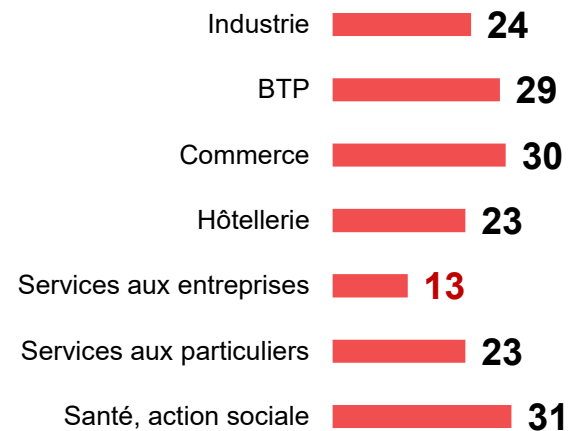
TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **24%**

TAILLE D'ENTREPRISE



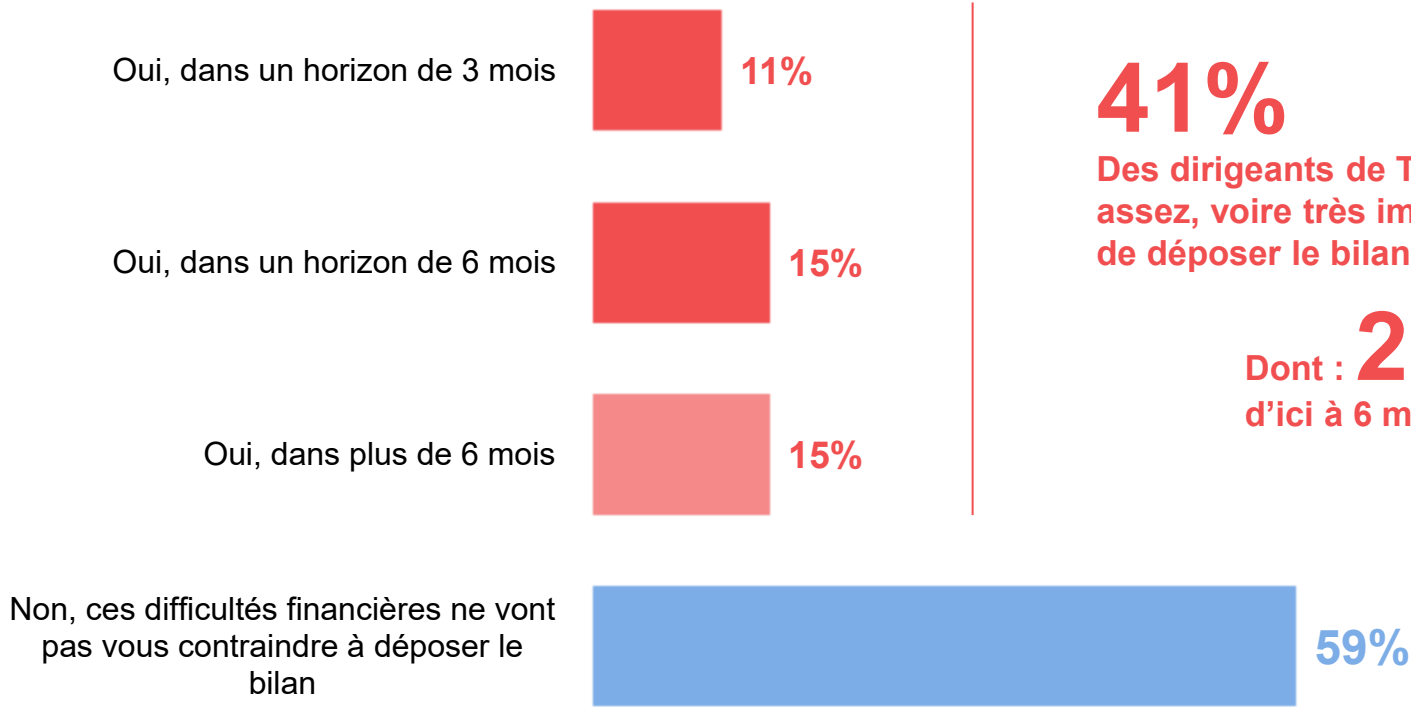
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

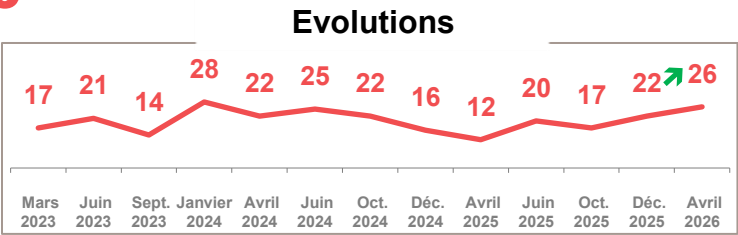
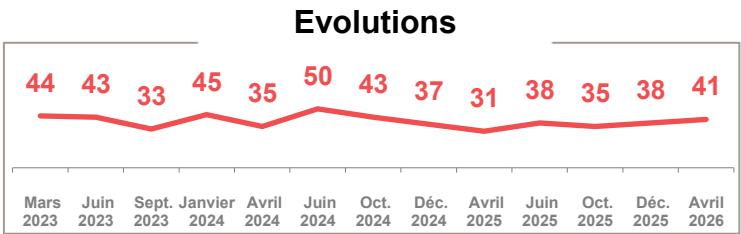
*Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit **24%** de l'échantillon*



41%

Des dirigeants de TPE ayant des difficultés financières assez, voire très importantes pourraient être contraints de déposer le bilan ou de cesser leur activité

Dont : **26%**
d'ici à 6 mois



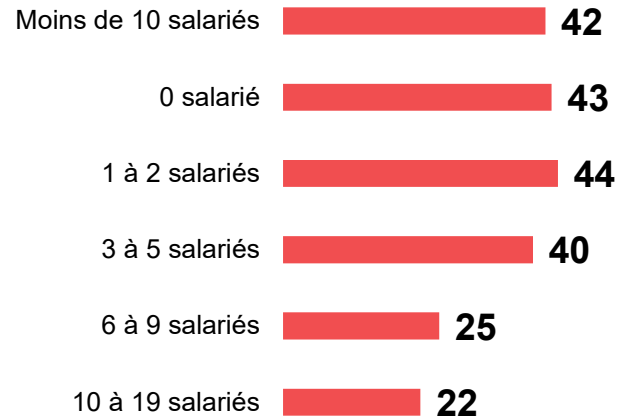
La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières



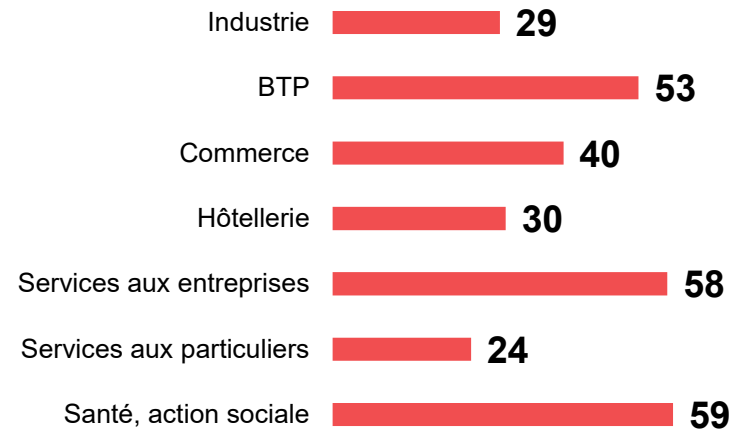
TOTAL OUI

Moyenne : **41%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ





B

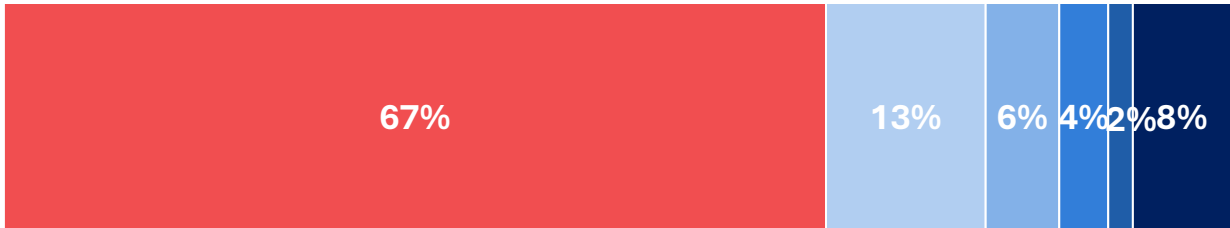
Questions d'actualité : les
répercussions du contexte
internationale sur l'activité
des TPE

La part des importations dans l'activité des TPE

Question : Personnellement, sur l'année civile 2025 (ou sur votre dernier exercice comptable), que représentait... ?

...la part de vos **importations** dans vos achats de biens et services

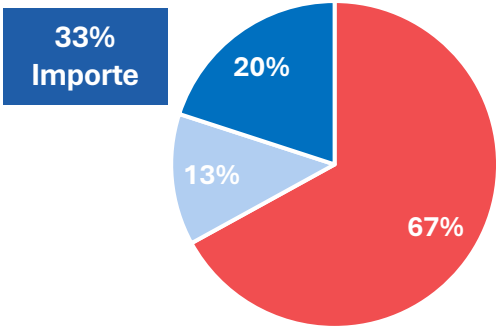
Avril 2026



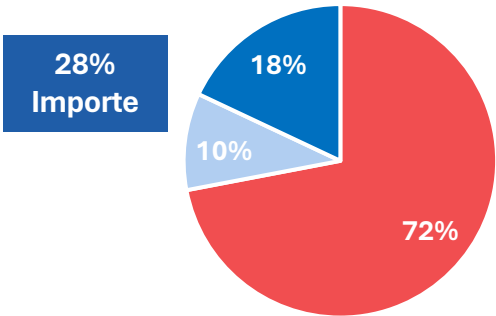
Rappel
Avril 2014



0% 1 à 5% 6 à 10% 11 à 20% 21 à 30% Plus de 30%



■ N'importe pas
■ Importe entre 1 et 5% de leurs achats de biens et services
■ Importe pour au moins 5% de leurs achats de biens et services



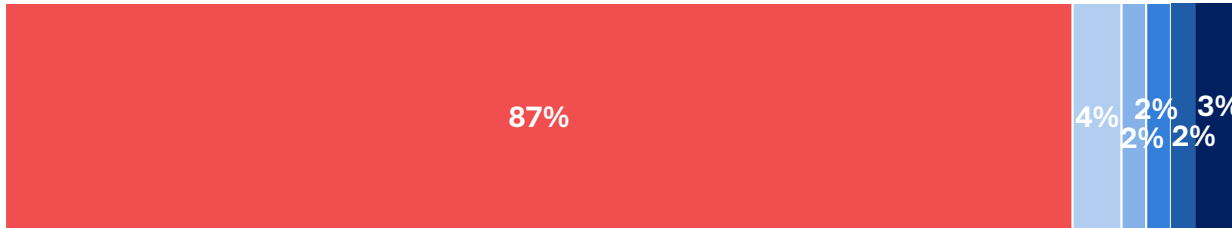
28%
Importe

La part des exportations dans l'activité des TPE

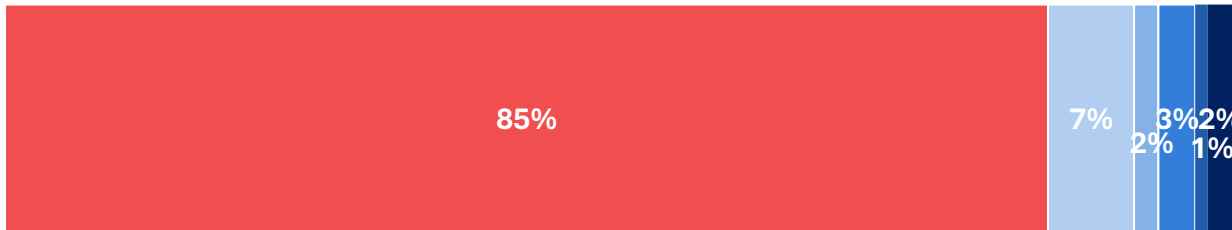
Question : Personnellement, sur l'année civile 2025 (ou sur votre dernier exercice comptable), que représentait... ?

...la part de vos exportations dans votre chiffre d'affaires

Avril 2026

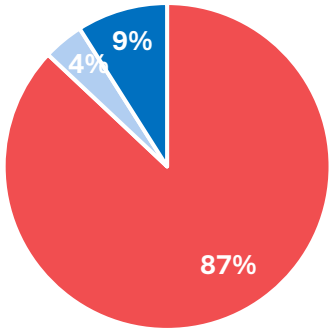


Rappel
Avril 2014



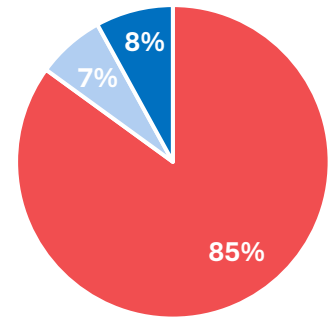
0% 1 à 5% 6 à 10% 11 à 20% 21 à 30% Plus de 30%

13%
Exporte



N'exporte pas
Exporte entre 1 et 5% de leur chiffre d'affaires
Exporte pour au moins 5% de leur chiffre d'affaires

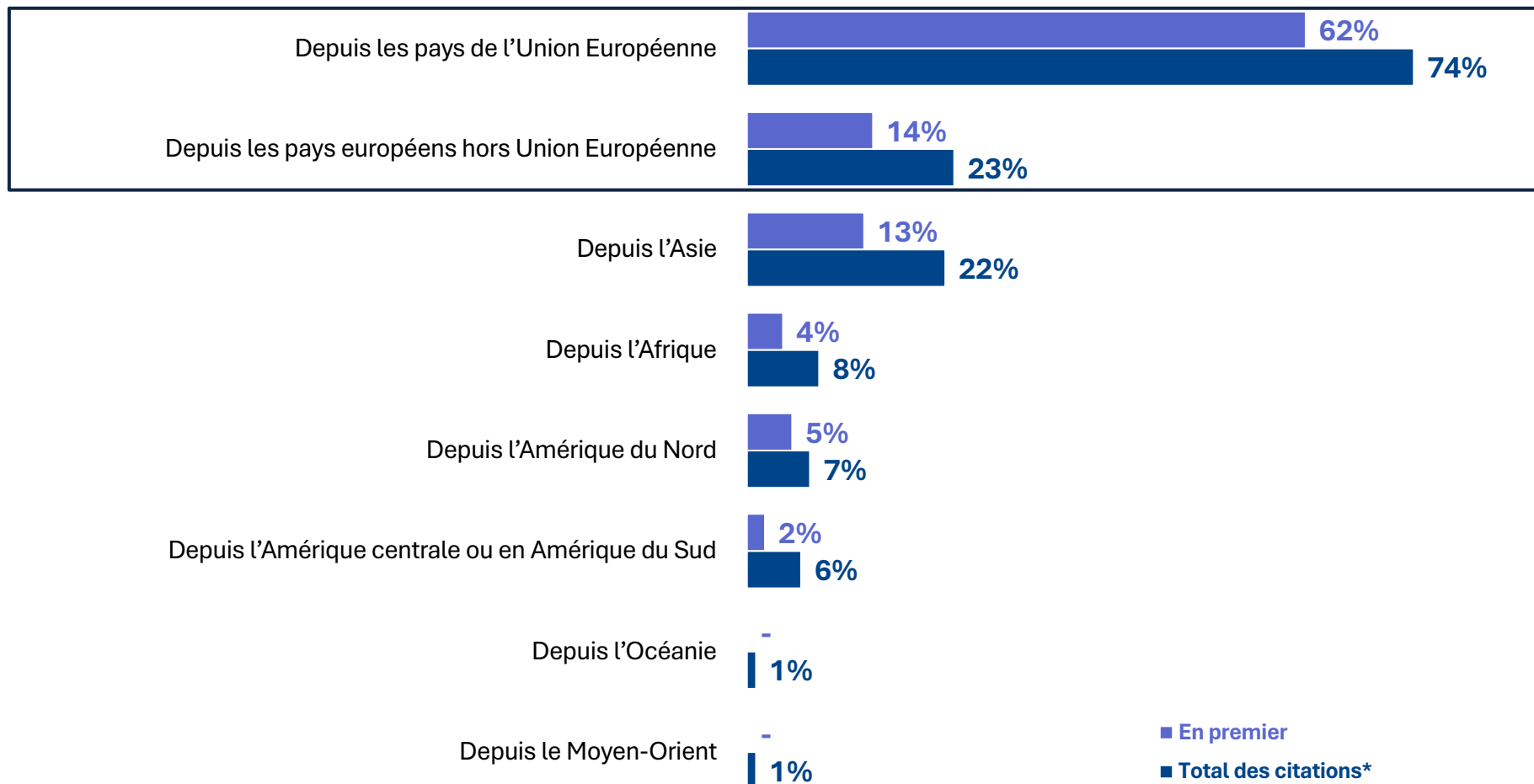
15%
Exporte



Les pays depuis lesquels des importations sont réalisées

Question : Depuis quels pays importez-vous généralement vos produits ou services ? En premier ? Et ensuite ?

Base : à ceux dont les importations représentent plus de 5% des achats de biens et services, soit **20%** de l'échantillon



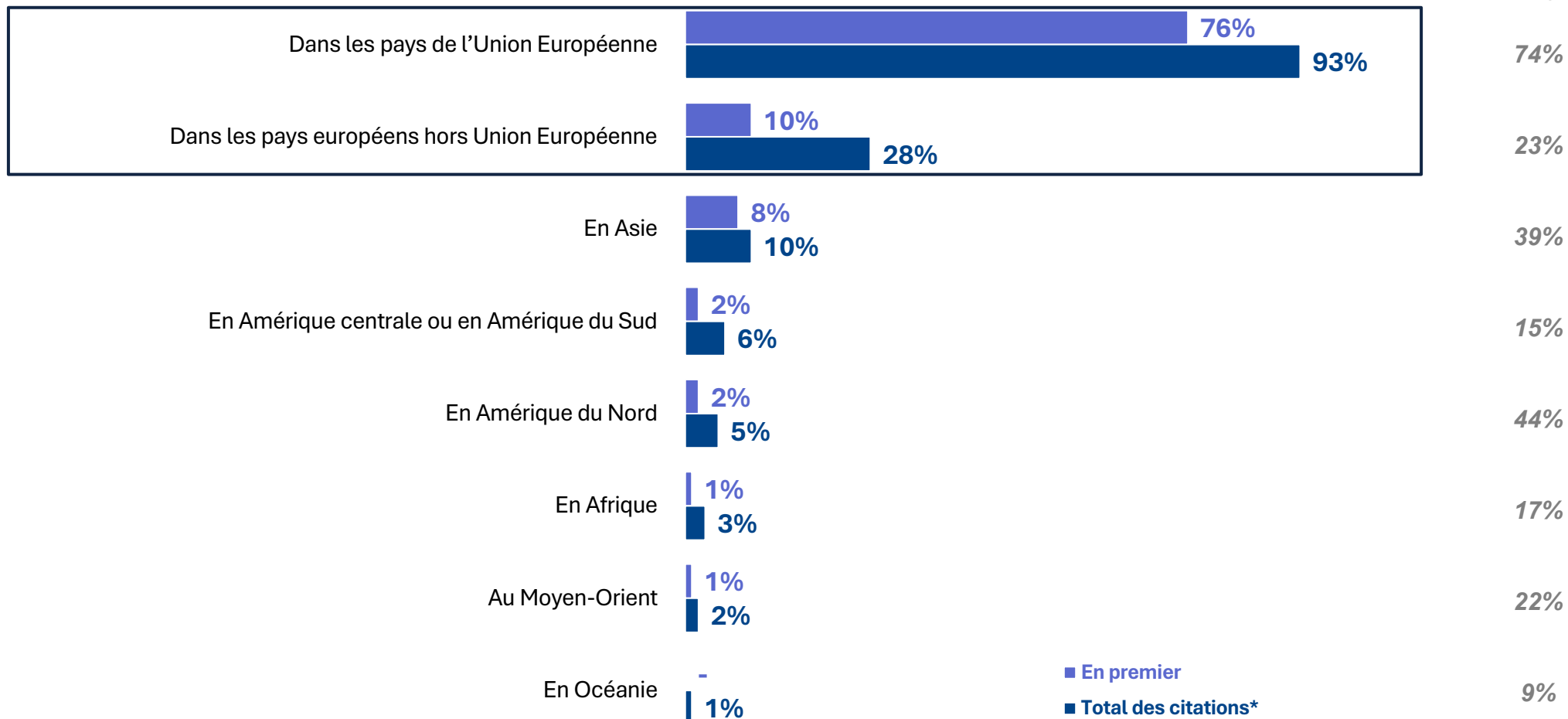
(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Les pays dans lesquels des exportations sont réalisées

Question : Dans quels pays exportez-vous généralement vos produits ou services ? En premier ? Et ensuite ?

Base : à ceux dont les exportations représentent plus de 5% du chiffre d'affaires, soit 9% de l'échantillon

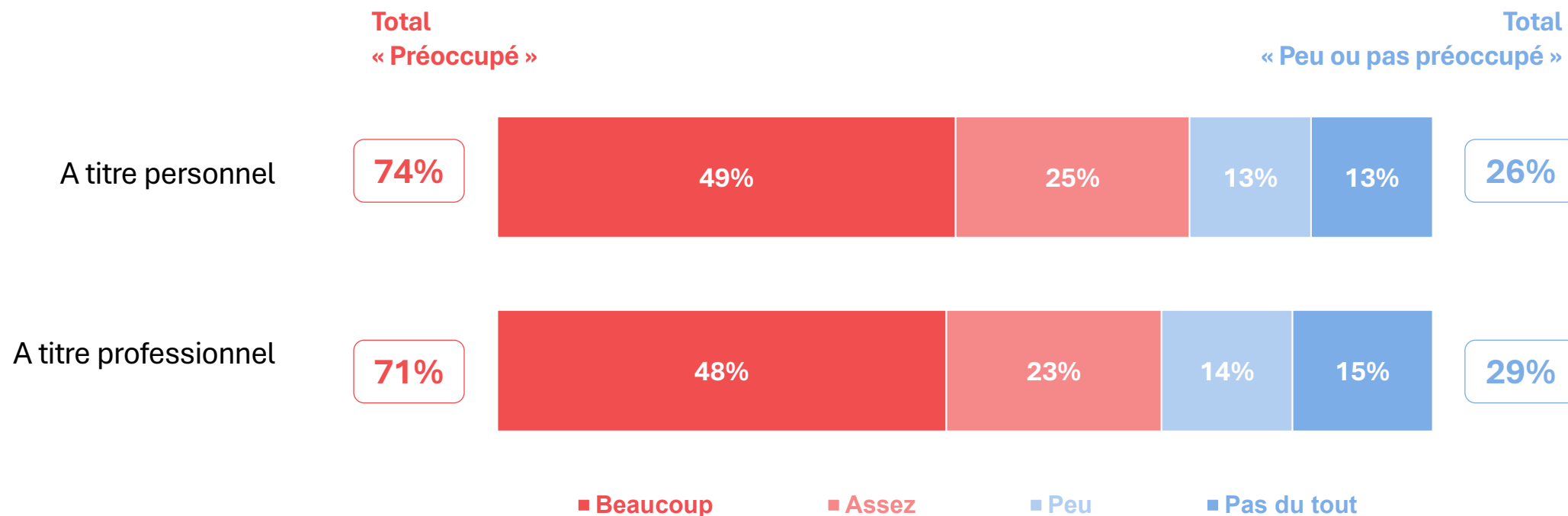
Rappel sur le
Total des citations
Avril 2014



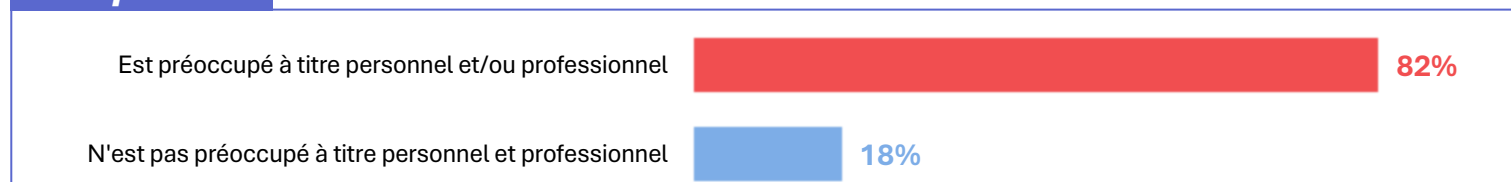
(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Le sentiment de préoccupation vis-à-vis du contexte international

Question : Actuellement, diriez-vous que la situation internationale (ex : au Moyen-Orient, en Ukraine, aux Etats-Unis, etc.) vous préoccupe beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?



Récapitulatif



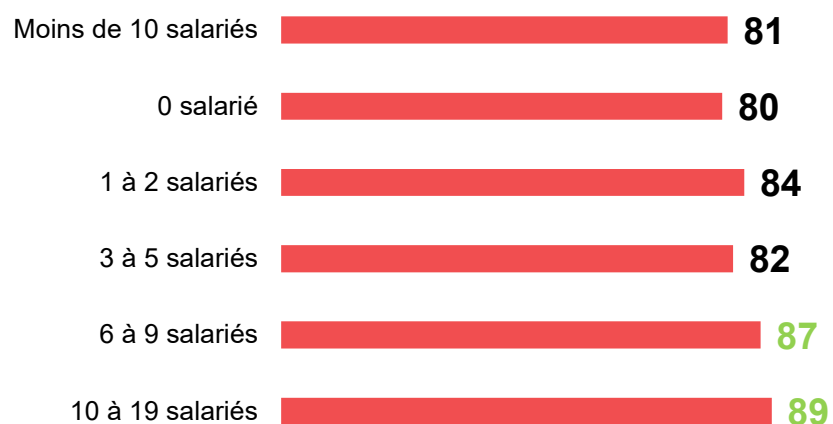
Le sentiment de préoccupation vis-à-vis du contexte international



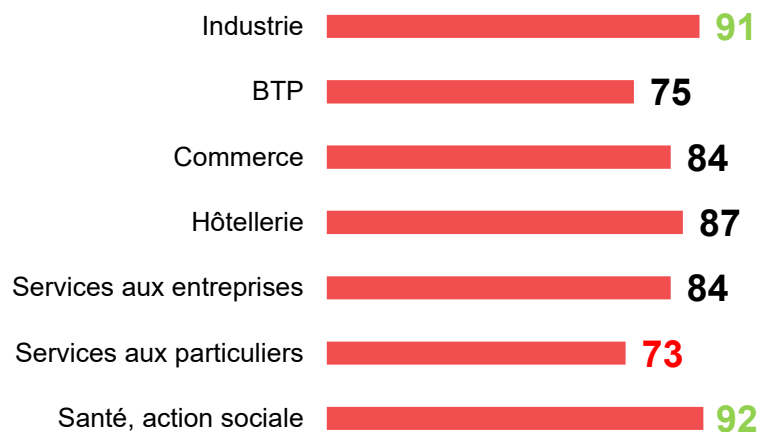
TOTAL PREOCCUPE

Moyenne : **82%**

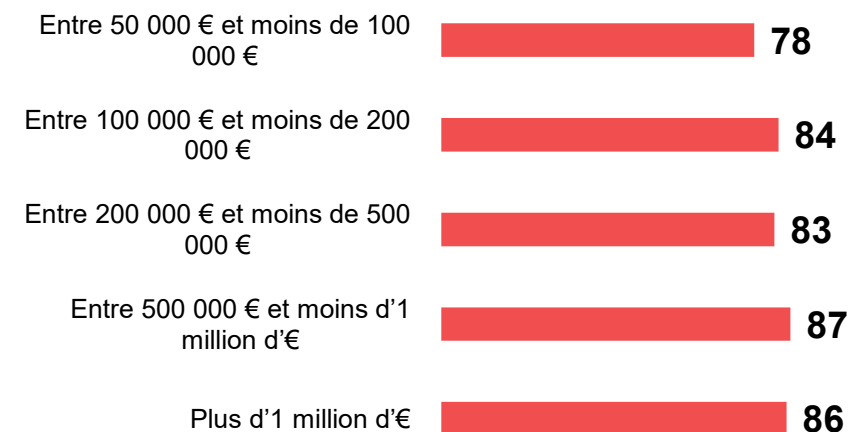
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

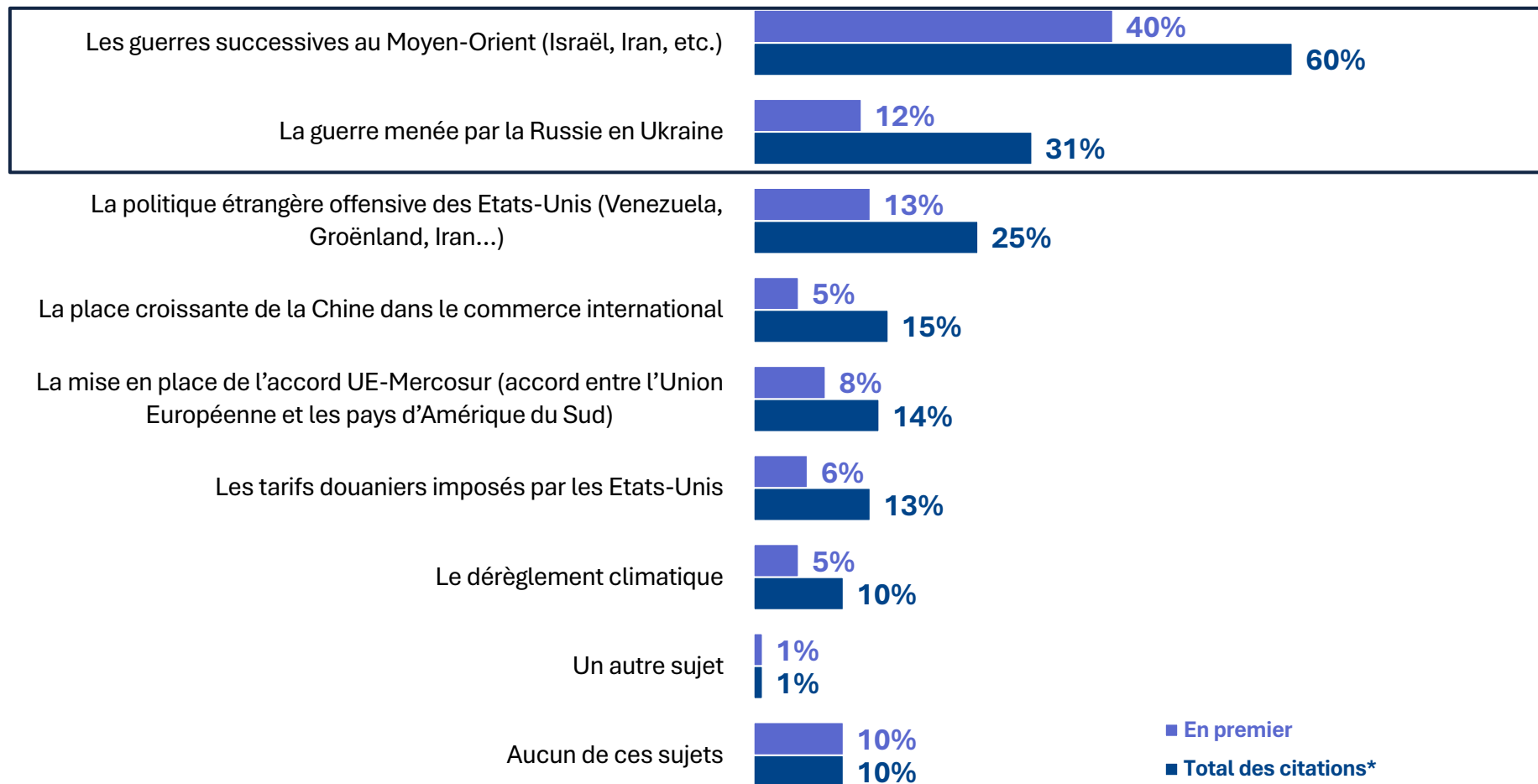


CHIFFRE D'AFFAIRES



L'évènement international perçu comme le plus susceptible d'impacter négativement l'activité professionnelle

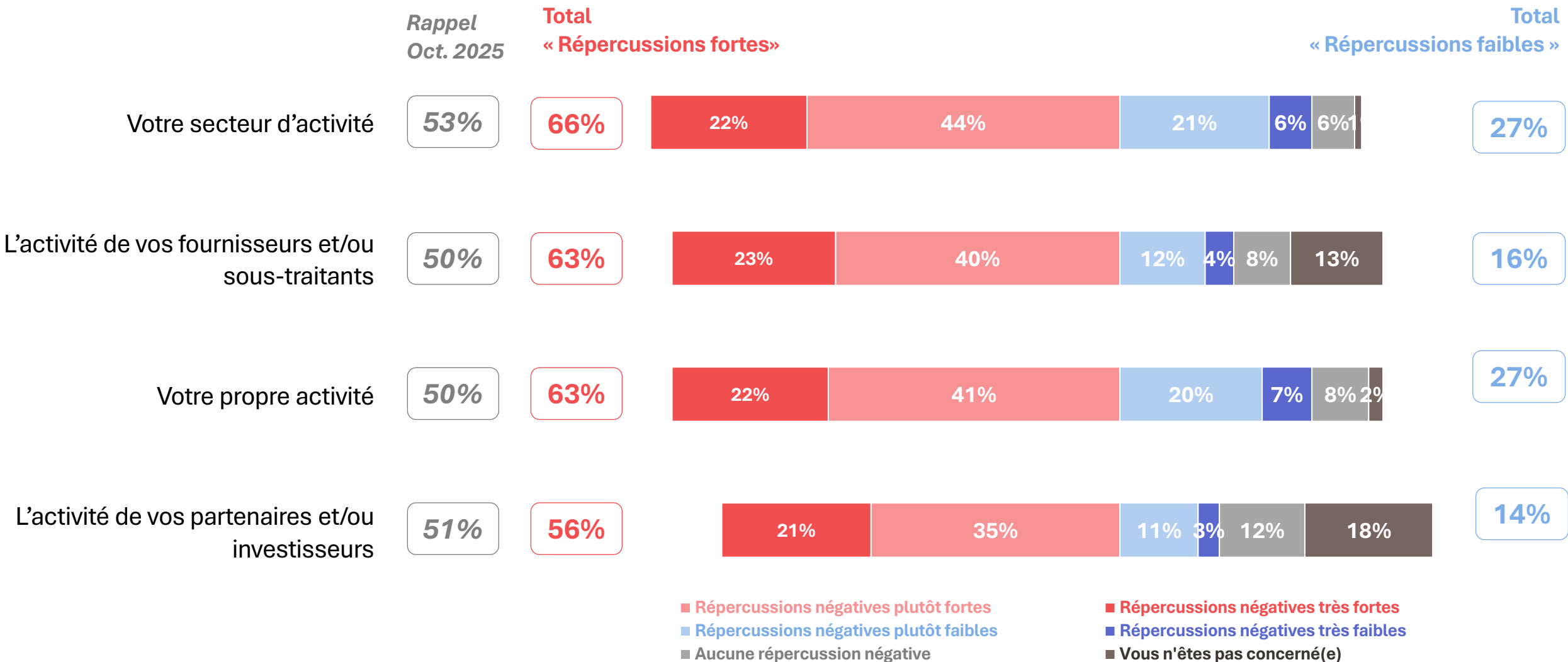
Question : Parmi la liste suivante, d'après vous, lequel des sujets d'actualité internationale suivants est le plus susceptible d'avoir un impact négatif sur votre activité professionnelle ?
En premier ? En second ?



(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

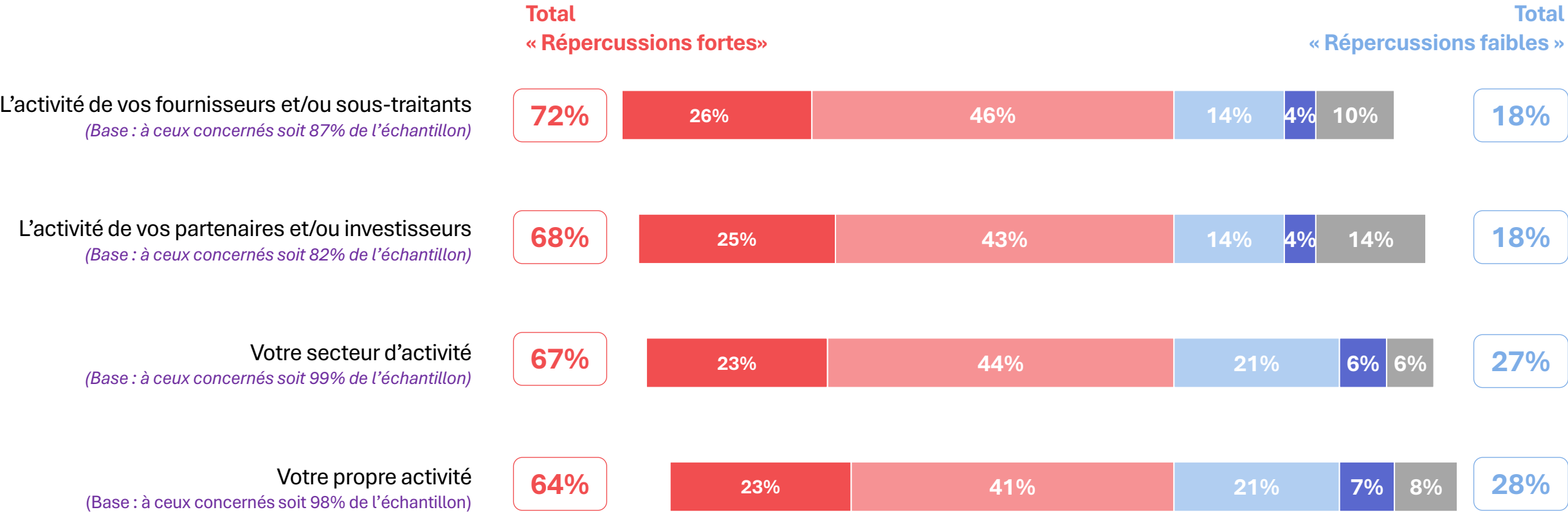
L'anticipation d'ici à 6 mois de répercussions négatives dues à la situation internationale actuelle sur différents éléments composant l'activité des TPE

Question : D'après vous personnellement en tant que chef d'entreprise, le contexte international actuel est-il susceptible d'avoir d'ici à 6 mois des répercussions négatives très fortes, plutôt fortes, plutôt faibles, très faibles ou aucune répercussion négative sur les différents éléments suivants ?



L'anticipation d'ici à 6 mois de répercussions négatives dues à la situation internationale actuelle sur différents éléments composant l'activité des TPE - Base concernée

Question : D'après vous personnellement en tant que chef d'entreprise, le contexte international actuel est-il susceptible d'avoir d'ici à 6 mois des répercussions négatives très fortes, plutôt fortes, plutôt faibles, très faibles ou aucune répercussion négative sur les différents éléments suivants ?



Récapitulatif

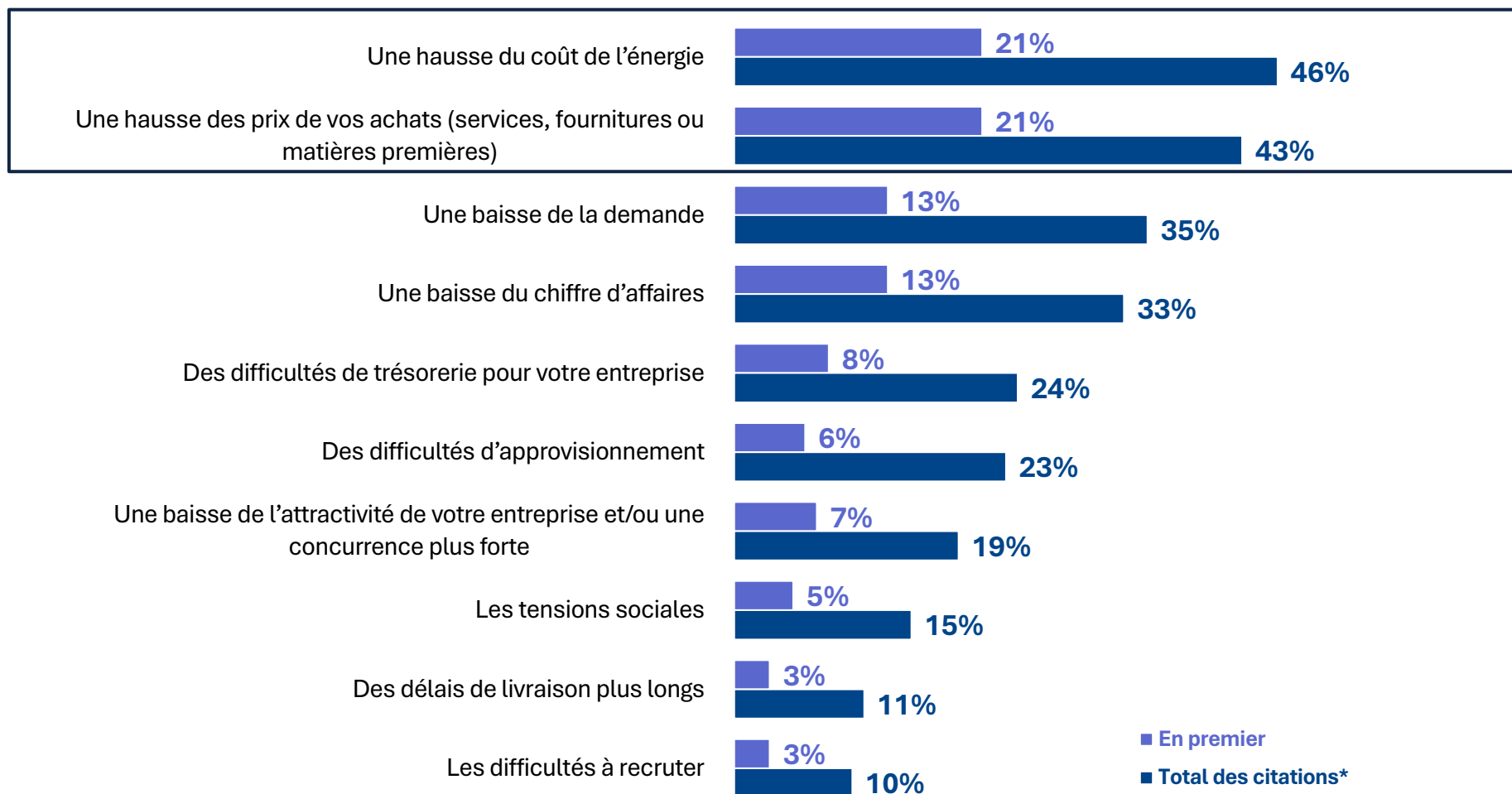
Résultats présentés sur la base de ceux qui se sont exprimés pour chacun des items, soit 95% de l'échantillon



- Répercussions négatives plutôt fortes
- Répercussions négatives très fortes
- Répercussions négatives plutôt faibles
- Répercussions négatives très faibles
- Aucune répercussion négative

Les risques perçus comme immédiats pour l'activité des TPE

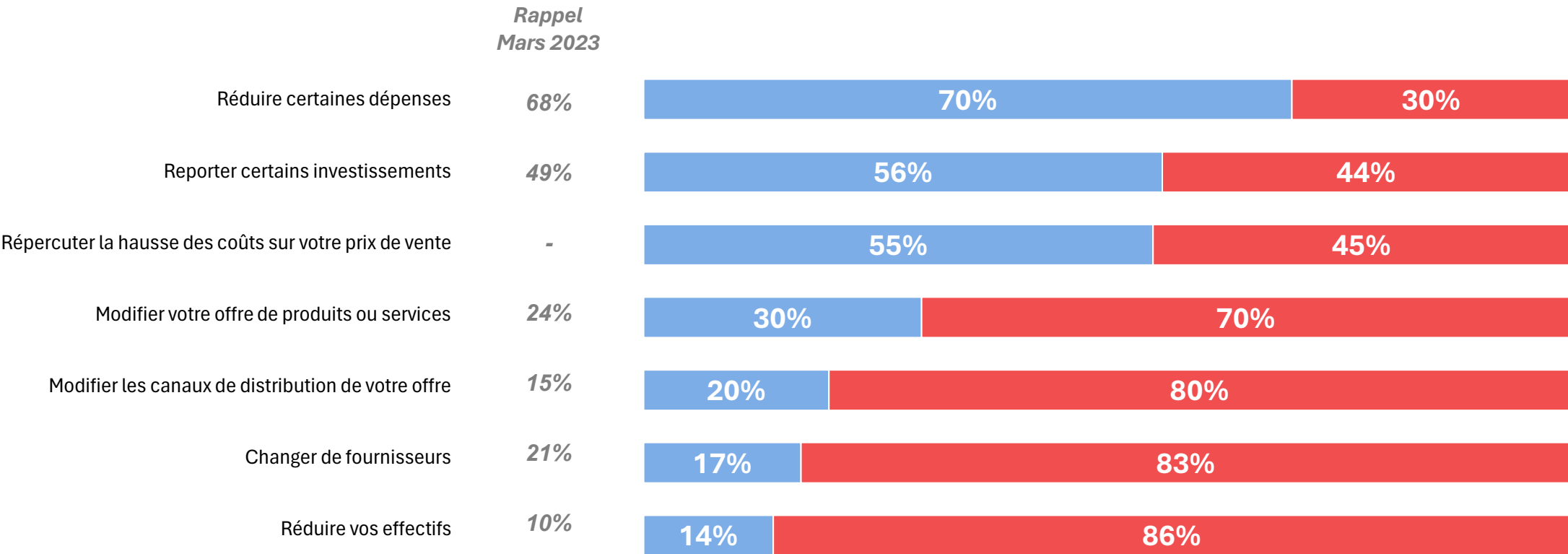
Question : Quels sont, d'après vous, les principaux éléments susceptibles d'impacter concrètement votre activité professionnelle au cours des 6 prochains mois ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?



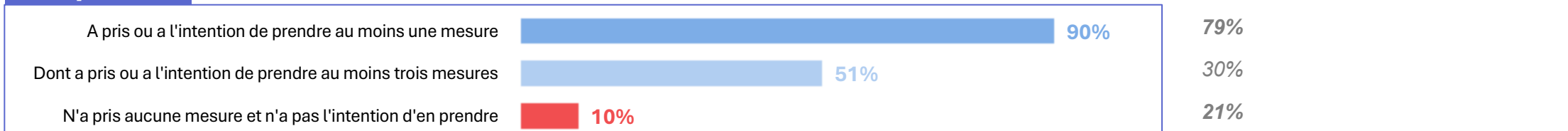
(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

La prise de différentes mesures ou l'intention de le faire prochainement du fait du contexte international

Question : Du fait du contexte international, votre entreprise a-t-elle récemment pris les mesures suivantes ou a-t-elle prochainement l'intention de le faire ?

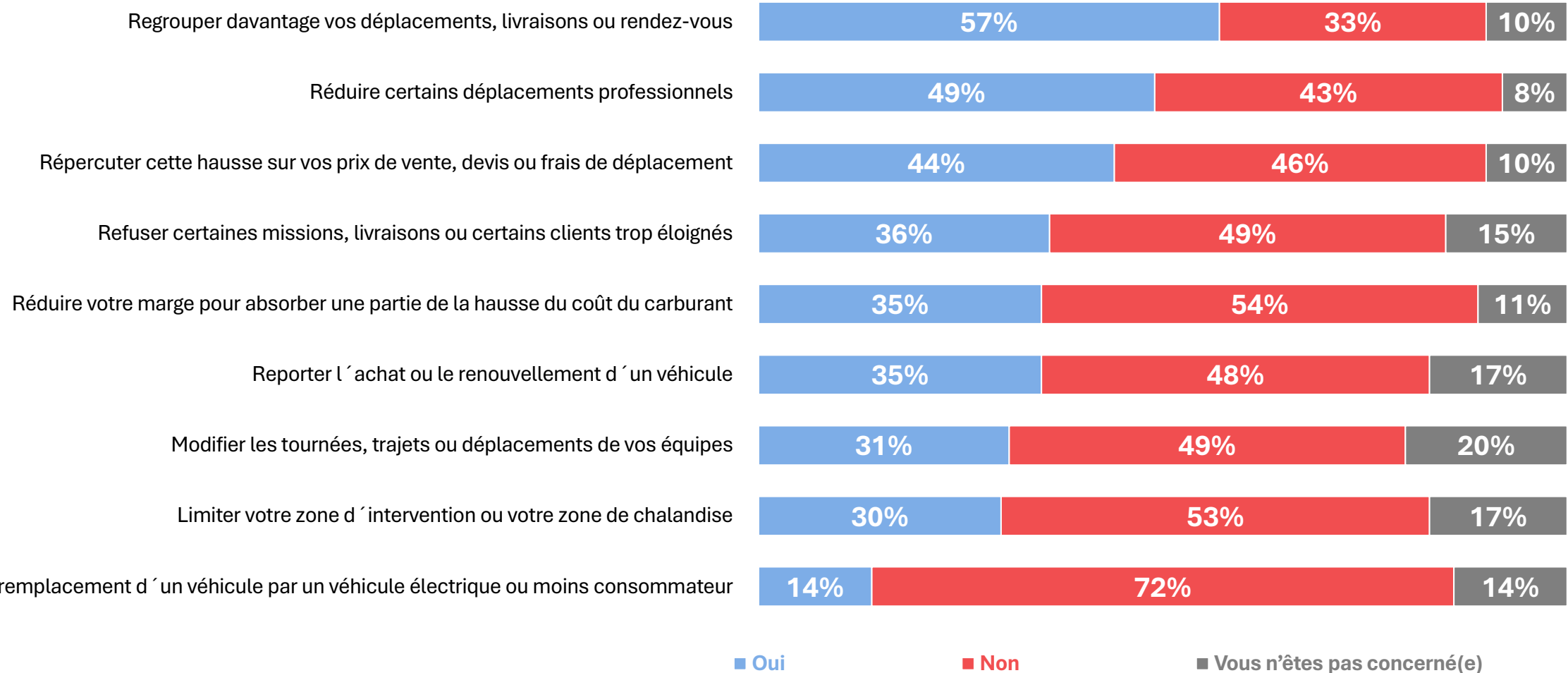


Récapitulatif



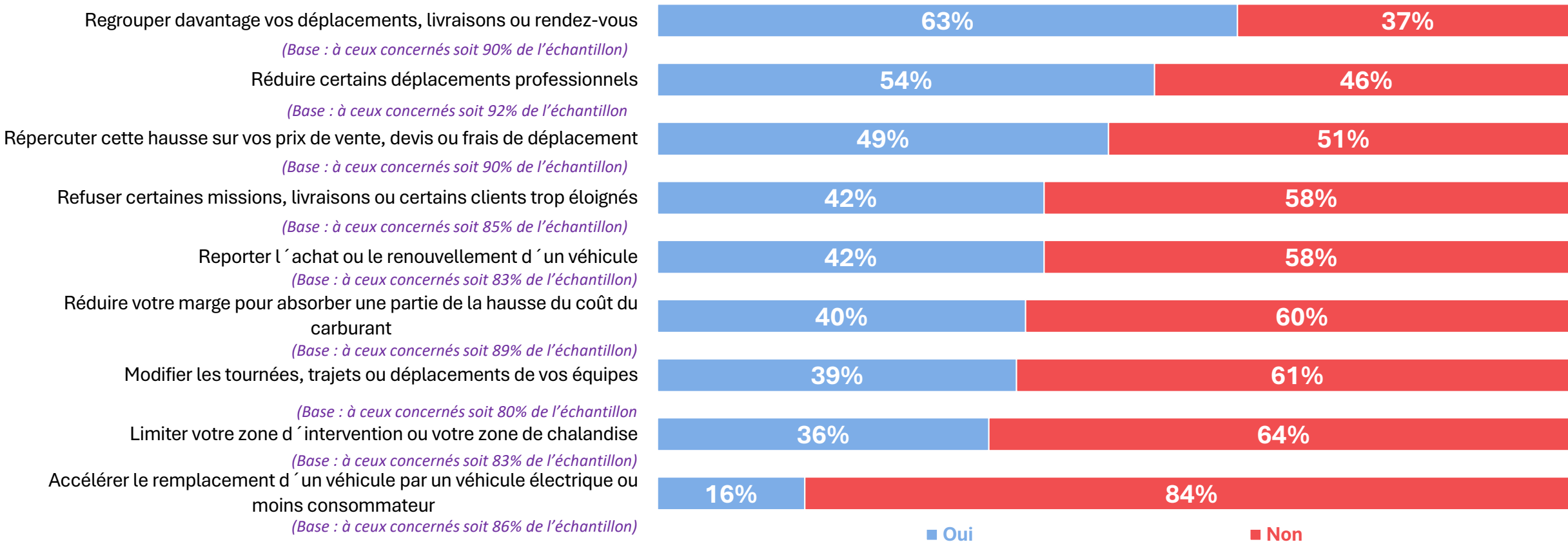
La prise de différentes mesures ou l'intention de le faire prochainement du fait de la hausse du prix du carburant

Question : Du fait de la hausse du prix du carburant, votre entreprise a-t-elle récemment pris les mesures suivantes ou a-t-elle prochainement l'intention de le faire ?



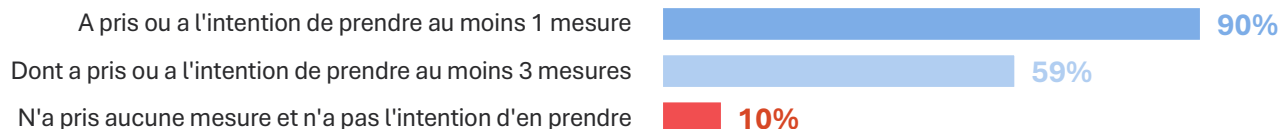
La prise de différentes mesures ou l'intention de le faire prochainement du fait de la hausse du prix du carburant – Base concernée

Question : Du fait de la hausse du prix du carburant, votre entreprise a-t-elle récemment pris les mesures suivantes ou a-t-elle prochainement l'intention de le faire ?



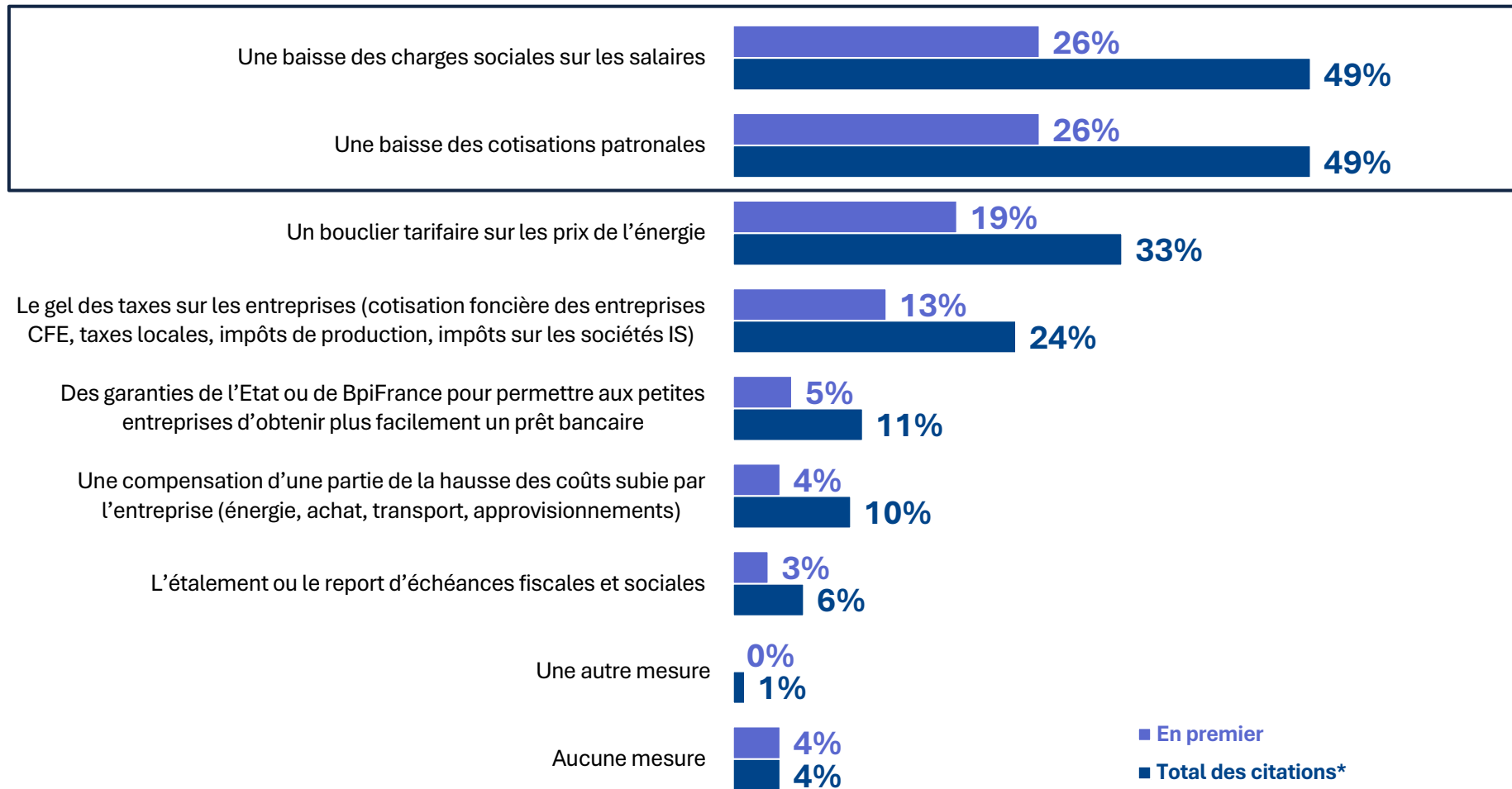
Récapitulatif

Résultats présentés sur la base de ceux qui se sont exprimés pour chacun des items, soit 91% de l'échantillon



Les mesures attendues de la part du gouvernement français pour aider les TPE face au contexte international

Question : Selon vous, parmi les mesures suivantes, lesquelles le gouvernement français devrait-il mettre en place en priorité pour aider les petites entreprises face au contexte international ? En premier ? En second ?



(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.



03

Analyse des principaux enseignements

En dépit d'un léger regain d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et de la confiance envers l'exécutif, l'optimisme des patrons de TPE vis-à-vis de leur propre activité s'érode encore en ce premier trimestre 2026, dans un contexte de crise internationale et de montée des prix de l'énergie.

Le niveau de confiance des patrons de TPE vis-à-vis des mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement progresse légèrement en ce premier trimestre 2026 et atteint ainsi 16% (+3 points par rapport au quatrième trimestre 2025, mais -10pts par rapport au premier trimestre 2025, soit à la même période). Ce score global de confiance constitue malgré tout **l'un des plus faibles observés au cours de ses deux quinquennats** (derrière les deux derniers trimestres 2025). Dans le détail, 3% des interviewés déclare avoir « tout à fait confiance » (en hausse de +2 points par rapport au quatrième trimestre 2025) et, parmi les 84% d'interrogés n'ayant pas confiance, c'est désormais 56% qui dit n'avoir « pas du tout confiance », soit une baisse de -5 points par rapport au dernier trimestre.

Ainsi, si la défiance à l'égard du pouvoir exécutif reste à un niveau des plus élevés depuis la création du baromètre en 2002 (en cinquième position), **le léger rehaussement observé de la confiance des dirigeants de TPE envers le gouvernement s'inscrit dans un contexte politique plus stabilisé – sur le plan national – qu'au cours des deux derniers trimestres 2025** : depuis, le budget a finalement été voté et les élections municipales se sont déroulées sans victoire ni défaite majeure pour le camp présidentiel ; campagne électorale de surcroît parasitée, voire même éclipsée, par la crise internationale qui s'est cristallisée en Iran et qui entretient encore à ce jour un climat d'incertitude et d'instabilité sur le plan international.

L'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France – toujours peu élevé – enregistre également une légère hausse en ce premier trimestre et s'établit ainsi à 17% (+2 points par rapport au quatrième trimestre 2025 mais -5pts par rapport au premier trimestre 2025, soit à la même période). **A l'inverse, l'optimisme des patrons de TPE par rapport à leur propre activité s'érode ce trimestre**, dans un contexte international chahuté et ayant entraîné une hausse des prix de l'énergie, pour tomber à 40%, soit **le troisième niveau le plus bas observé depuis la création du baromètre**. Et ce niveau de pessimisme s'avère par ailleurs majoritaire depuis le troisième trimestre 2025.

Dans le détail, s'agissant du climat général des affaires, les dirigeants de TPE des secteurs des service aux particuliers et du commerce se révèlent plus optimistes que la moyenne (respectivement +5 et +4 points par rapport à la moyenne), alors que ceux de l'industrie et de la santé et de l'action sociale occupent le bas du classement (-6 et -5 points). Concernant l'optimisme vis-à-vis leur propre activité, le secteur des services aux particuliers se démarque encore positivement (+11 points), alors que les patrons des secteurs de la santé et de l'action sociale et du commerce comptent parmi les plus pessimistes (respectivement -12pts et -8pts).

Le pessimisme croissant des dirigeants de TPE concernant leur propre activité peut notamment s'expliquer par **les difficultés financières rencontrées : près d'une TPE sur deux (46%) est concernée. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis le début de la mesure de cet indicateur** (et déjà enregistré en décembre 2024) et d'un score en progression de 5 points par rapport au quatrième trimestre 2025 (41%) et de 8 points par rapport au troisième trimestre 2025 (38%). **Les difficultés rencontrées enregistrent une intensité record** puisque 24% déclarent rencontrer des difficultés très ou assez importantes, soit le score le plus haut depuis le début de la mesure en mars 2023. Également, la part des TPE en difficulté qui pourraient être contraintes de déposer le bilan d'ici à six mois atteint 26%, soit une progression de 4 points par rapport au quatrième trimestre 2025 (22%) et de 9 points par rapport au troisième trimestre 2025 (17%).

L'embauche et la suppression de postes se stabilisent au premier trimestre 2026 avec une progression du nombre de postes vacants

Moins d'un dirigeant de TPE sur dix déclare avoir embauché ou prévoyait d'embaucher du personnel d'ici fin mars 2026 (8%), un niveau stable comparé à la mesure du deuxième et quatrième trimestre 2025.

L'indicateur reste fortement indexé sur la taille d'entreprise : plus l'entreprise compte de salariés, plus elle prévoyait d'embaucher ou a déjà embauché. Ainsi, seul 9% des patrons d'entreprise de 1 à 2 salariés sont concernés (+3 points par rapport au quatrième trimestre 2025), mais ce sont 18% des patrons d'entreprise de 3 à 5 salariés (-1 point), 34% des patrons de 6 à 9 salariés (+3 points) et 40% des patrons d'entreprise de 10 à 19 salariés (-4 points). A l'instar des précédentes mesures en 2025, les écarts sont peu marqués entre les secteurs d'activités à l'exception du secteur de la santé et de l'action sociale qui embauche peu (3%, -1 point), et des secteurs du commerce (9%, +3 points) et de l'hôtellerie (13%, +5 points) qui connaissent un léger regain par rapport à la moyenne.

En miroir, 7% des TPE déclarent avoir supprimé ou prévoyaient de supprimer un ou plusieurs postes lors du premier trimestre 2026, un score en très légère hausse par rapport à la dernière mesure (+1 point), mais qui reste dans le même étiage que les niveaux observés depuis le premier trimestre 2023.

Il en résulte un différentiel de 1 point en faveur des embauches, là où la moyenne des écarts depuis le début de la mesure en mars 2023 se situe à 3,6 - ce qui dénote un marché de l'emploi assez atone dans les TPE au premier trimestre 2026.

Finalement, 15% des patrons déclarent avoir 1 ou plusieurs postes vacants dans leur entreprise (+7 points par rapport à la précédente mesure) et en moyenne, il existe 0,3 postes vacants par TPE – un score en légère progression par rapport au précédent trimestre (0,1). A l'image de l'embauche ou de la prévision d'embauche, les plus grandes TPE semblent disposer de davantage de postes vacants (0,6), un score identique à la précédente mesure, tout comme le secteur de l'hôtellerie (0,5) et à l'inverse du secteur de la santé et de l'action sociale (0,1).

Bien que les échanges commerciaux des TPE aient principalement lieu au sein des frontières européennes, les multiples conflits au Moyen-Orient préoccupent les chefs d'entreprise, d'autant plus lorsque leur entreprise est exportatrice.

Un tiers des patrons de TPE interrogés déclarent importer au moins une partie de leurs achats de biens et services (33%), et 13% déclarent réaliser une partie de leur chiffre d'affaires en exportant – un score qui varie en fonction de la taille de la structure et du secteur d'activité. Les flux commerciaux des TPE concernent avant tout l'Europe : 74% des TPE concernées importent depuis l'UE et 23% depuis le reste de l'Europe, tandis que 93% exportent vers l'UE et 28% vers le reste de l'Europe. L'Asie est la seconde zone d'échange concernée, de manière plus marginale : 22% des TPE importatrices importent depuis l'Asie, et 10% des TPE exportatrices y exportent.

En dépit de ces échanges internationaux limités, 4 patrons de TPE sur 5 (82%) se disent préoccupés par la situation internationale, caractérisée par les conflits successifs au Moyen-Orient, la guerre en Ukraine et la politique offensive des États-Unis sur la scène internationale. Dans le détail, 74% se disent préoccupés à titre personnel et 71% à titre professionnel, et près de la moitié se disent même « très » préoccupés (respectivement 49% et 48%).

Et cette préoccupation est d'autant plus forte chez les entreprises comptant davantage de salariés et chez celles ayant un chiffre d'affaires plus élevé : 89% des patrons d'entreprise de 10 à 19 salariés se disent préoccupés (contre 80% des patrons sans salariés), tout comme 86% des TPE réalisant un chiffre d'affaires de plus d'un million d'euros (contre 78% des TPE réalisant un chiffre d'affaires compris entre 50 000 et 100 000 euros). Ces scores sont à mettre en relation avec les pratiques d'exportation : 21% des entreprises de 10 à 19 salariés et 23% de celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à un million d'euros exportent (contre une moyenne à 13%). De la même manière, les TPE du secteur de l'industrie, dont 32% exportent, sont 91% à se dire préoccupées, tandis que le BTP ou les services aux particuliers, qui exportent relativement peu (respectivement 3% et 8%), affichent un score de préoccupation de seulement 75% et 73%. La seule exception à ce constat est le secteur de la santé et de l'action sociale, dont le niveau d'exportation est quasi nul (1%), mais dont 92% des patrons sont préoccupés. **Au global, 91% des TPE exportatrices se disent préoccupées contre une moyenne à 82%.**

Parmi les sujets internationaux les plus préoccupants pour l'état de leurs affaires, les guerres successives au Moyen-Orient, avec leurs effets sur le commerce international et le transit des navires pétroliers, occupent une place prééminente : plus de la moitié des TPE s'en inquiètent (60%). De manière plus marginale, les dirigeants de TPE citent la guerre menée par la Russie en Ukraine (31%) ou la politique étrangère offensive des États-Unis au global (25%). D'autres enjeux mondiaux, sont davantage cités par certains secteurs : les TPE en santé et action sociale soulignent plus fortement le dérèglement climatique (16%, +6 points par rapport à la moyenne), tandis que celles dans l'industrie évoquent la place croissante de la Chine dans le commerce international (23%, +8 points) qui vient directement les concurrencer.

Les dirigeants de TPE anticipent des répercussions négatives de la situation internationale sur leur écosystème et 90% prennent ou ont l'intention de prendre des mesures pour s'en prémunir. Ils attendent également un soutien du gouvernement, prioritairement sous la forme de baisse des charges sociales.

8 dirigeants de TPE sur 10 anticipent des répercussions négatives fortes de la situation internationale dans les 6 prochains mois sur leur écosystème. Dans le détail, 66% anticipent ainsi ces répercussions sur leur secteur d'activité, 63% sur leur propre activité, 63% sur leurs fournisseurs et sous-traitants, et 56% sur l'activité de leurs partenaires et investisseurs. **L'ensemble de ces scores se situent significativement au-dessus de la précédente mesure d'octobre 2025, témoignant d'une amplification des préoccupations des dirigeants de TPE face à des crises internationales qui se succèdent sans perspectives de résolutions.**

Parmi ces répercussions négatives, **les dirigeants de TPE craignent d'abord des hausses de prix** : en premier lieu une hausse du coût de l'énergie (pour 46% d'entre eux) et une hausse des prix de leurs achats (services, fournitures ou matières premières) (43%). **En miroir, ils craignent ensuite un recul de leur activité** : près d'un tiers redoute une baisse de la demande (35%) et une baisse de leur chiffre d'affaires (33%).

Les dirigeants de TPE ne restent pas passifs face aux crises : 90% d'entre eux ont pris au moins une mesure ou envisagent d'en prendre au moins une du fait du contexte international (+11 points vs mars 2023), tout comme **ils sont 90% à avoir pris ou à envisager de prendre une mesure face à la hausse du prix du carburant, pour les entreprises concernées.** Face au contexte international, **réduire les dépenses de leur entreprise apparaît comme la première mesure à prendre face à la flambée des prix** (70% des dirigeants de TPE le font ou ont l'intention de le faire), suivi du report d'investissements (56%) ou de la répercussion de la hausse des coûts sur le prix de vente (55%), cette dernière mesure présentant le risque de créer une nouvelle spirale inflationniste. **Pour amortir la hausse des prix du carburant, les dirigeants concernés (91% d'entre eux) rationalisent leur activité** : 63% des TPE regroupent ou ont l'intention de regrouper leurs déplacements, livraisons ou rendez-vous, et 54% réduisent ou ont l'intention de réduire certains déplacements professionnels. Cependant, les chefs d'entreprise interrogés mettent également en avant le fait, ou l'intention, de répercuter la hausse sur le prix (49%), de devoir refuser certaines missions trop coûteuses en carburant (42%) et de reporter l'achat ou le renouvellement d'un véhicule (42%).

Dans ce contexte, les dirigeants de TPE attendent également un soutien du gouvernement, prioritairement sous la forme d'allègements des charges sociales, puisque 49% attendent une baisse des charges sociales sur les salaires et 49% attendent une baisse des cotisations patronales pour les aider. Ces mesures sont davantage citées que la mise en place d'un bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie (33%) et que le gel des taxes sur les entreprises (24%).